



Vers une alimentation plus
durable et responsable

16 mesures

**POUR UNE TRANSITION À
L'ÉCHELLE EUROPÉENNE**



Association
Végétarienne
de France

Le modèle agro-alimentaire européen se trouve aujourd'hui dans une impasse. Il ne parvient ni à satisfaire ses objectifs fondamentaux – assurer la souveraineté alimentaire de l'Union européenne (UE), promouvoir le développement et l'équilibre des territoires ruraux, s'inscrire dans une logique de durabilité –, ni à apporter de réponse satisfaisante aux grands enjeux sanitaires et environnementaux auxquelles les sociétés européennes font face. **Il soutient au contraire un mode d'élevage qui se traduit par des pratiques écologiquement désastreuses.** En effet, en Europe, l'élevage contribue massivement au dérèglement climatique – il produit 14,5% des gaz à effet de serre à l'échelle globale –, à la perte de biodiversité terrestre¹, ou encore à la pollution des eaux. Fondé sur des structures de plus en plus intensives, notre modèle agro-alimentaire est destructeur pour l'emploi en milieu rural. Il affecte par ailleurs notre santé, puisque les régimes alimentaires des Européen-ne-s sont globalement trop riches et déséquilibrés, avec une surconsommation de produits d'origine animale et un déficit en fruits, légumes et fibres.

Ce déséquilibre contribue au développement de nombreuses affections (diabète de type 2, maladies cardio-vasculaires, obésité...) et à des dépenses de santé non négligeables².

Ce constat est amer, mais sans appel. Le modèle agro-alimentaire actuel est dangereusement dysfonctionnel. Pour le réformer, il est fondamental d'agir au niveau européen.

¹ Adrian Leip et al., 2015

² Marco Springmann, H. Charles J. Godfray, Mike Rayner, Peter Scarborough, 2016. "Analysis and valuation of the health and climate change cobenefits of dietary change". Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States, vol. 113 no. 15. www.pnas.org/content/113/15/4146.full



propose aujourd'hui

16 mesures

à la fois réalistes et ambitieuses, qui ont le
potentiel de redessiner une
politique agricole et alimentaire européenne
à la hauteur des valeurs et des ambitions de l'UE.

En définissant une nouvelle politique agricole et alimentaire, **nous avons le pouvoir de favoriser un modèle alimentaire plus sain et plus responsable. Nous avons le pouvoir d'oeuvrer pour une agriculture plus respectueuse de notre environnement.**

Nous avons le pouvoir d'agir aujourd'hui pour le monde de demain : un monde dans lequel l'UE, plus verte, s'engage efficacement et durablement pour le climat, la préservation des écosystèmes, la santé publique et la condition animale.

INCARNER ET VALORISER LE CHANGEMENT

#1

Verdir les cantines des institutions européennes

Plusieurs dizaines de milliers de personnes travaillent chaque jour dans l'enceinte des institutions européennes. Donner à celles et ceux qui se restaurent sur place l'opportunité de manger plus végétal représente un levier considérable pour réduire l'empreinte carbone des institutions européennes. L'AVF estime qu'il est temps pour l'UE et ses institutions de **systématiser la présence quotidienne d'au moins un menu 100% végétal dans l'ensemble de ses cantines, et d'orienter le choix des usagers prioritairement vers les menus fondés sur les protéines végétales.**

#2

Des “menus verts” dans l'ensemble des institutions publiques des États membres de l'UE

Épidémie de surpoids et d'obésité, diabète de type 2, maladies cardiovasculaires... L'UE fait face à un défi majeur de santé publique. Entre sous-consommation de fruits et de légumes, surconsommation de produits d'origine animale, excès en apports caloriques, les régimes alimentaires des Européennes et Européens sont de moins en moins sains, devenant par voie de conséquence facteur de risque pour la santé humaine.

Pour prévenir efficacement les maladies chroniques et promouvoir la santé, l'AVF pense que l'UE doit appeler **ses États membres à institutionnaliser et valoriser l'existence d'un menu quotidien sans viande ni poisson dans l'offre de restauration de leurs institutions publiques (cantines scolaires et universitaires, restaurants des administrations publiques, restauration hospitalière et pénitentiaire, maisons de retraite).**

#3

Végétaliser les réceptions de l'UE

Les dépenses publiques effectuées pour des travaux, biens et services au sein de l'UE s'élèvent annuellement à 1 800 milliards d'euros. L'AVF estime que l'UE peut utiliser ce levier comme outil politique au service de l'écologie et de la santé, en **privilégiant pour l'ensemble de ses réceptions une alimentation végétale.**

FACILITER ET ACCOMPAGNER LE CHANGEMENT

#4

Harmoniser la fiscalité entre les produits carnés, les produits laitiers, et leurs alternatives végétales

En France, le taux de TVA appliqué au lait de soja correspond au taux réduit (5,5%) – appliqué à la plupart des produits alimentaires – alors qu'en Allemagne, ce produit est soumis au taux de TVA normal (19%). En Pologne, la plupart des alternatives végétales aux produits carnés et laitiers sont soumises à un taux de TVA de 23% alors que la viande et le lait relèvent du taux de TVA réduit (5%). Selon l'AVF, il est nécessaire que l'UE **se prononce aujourd'hui en faveur d'une harmonisation de la catégorie de taux de TVA (vers un taux de TVA réduit) appliquée aux alternatives végétales aux produits carnés et laitiers** de manière à faciliter et normaliser la consommation de ce type de produits.

#5

Appliquer une fiscalité écologique aux produits alimentaires

À travers leurs choix de consommation, les citoyennes et citoyens de l'UE contribuent chaque jour à dessiner le monde dans lequel ils évoluent. Dès lors, l'AVF estime l'introduction d'une fiscalité écologique sur les produits alimentaires d'actualité et fortement souhaitable. Elle souhaite donc que **les États membres de l'UE soient appelés à indexer la fiscalité des produits alimentaires sur leurs externalités environnementales.**

#6

Réformer le cadre de la Politique Agricole Commune et le mettre en cohérence avec l'action européenne pour le climat

Le système alimentaire européen est aujourd'hui générateur de nombreuses externalités négatives. **Pour qu'il puisse répondre aux défis de notre époque, il est aujourd'hui indispensable de réformer la Politique Agricole Commune (PAC) pour qu'elle fasse de la durabilité l'un de ses piliers fondamentaux, et pour qu'elle s'aligne avec les objectifs climatiques que s'est fixée l'UE - réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40% d'ici 2030 et d'au moins 80% d'ici 2050.**

Pour ce faire, ces objectifs doivent logiquement être déclinés dans tous les secteurs pertinents, en particulier l'agriculture, et donner lieu à **des mesures ambitieuses spécifiques au secteur agricole, élaborées avec une variété d'acteurs.trices qualifié.e.s : spécialistes de l'écologie et de l'environnement, spécialistes de la santé, etc.**

#7

Réformer le système du Soutien Couplé Facultatif en faveur des productions végétales

Les fonds européens alloués au Soutien Couplé Facultatif (SCF) financent en priorité des secteurs peu soutenables comme le secteur "Boeuf et veau" (en 2017 à hauteur de près de 44% du SCF, soit un peu moins de 1 700 millions d'euros) ou le secteur "Lait et produits laitiers" (près de 21,9% du SCF en 2017) alors que les fruits, légumes et légumineuses – déficitaires au niveau de l'UE – bénéficient en moyenne d'un soutien n'excédant pas 15 à 17% de l'enveloppe européenne totale dédiée au SCF. L'AVF pense qu'il est aujourd'hui nécessaire de **réformer le système du SCF, prioritairement en faveur des productions végétales (fruits, légumes, légumineuses).**

#8

Développer un régime d'aides à la reconversion des acteurs·trices de l'élevage, de la pêche et de la pisciculture vers des productions végétales durables

D'après l'AVF, l'UE doit accompagner les acteurs·trices de l'élevage, de la pêche et de la pisciculture qui le souhaitent à se reconvertir dans des productions paysannes favorisant le maintien de l'emploi en milieu rural, la durabilité des sols et le respect des écosystèmes en **créant un système d'aides à la conversion et au maintien de productions végétales durables favorables à l'emploi local.**

#9

Encourager les jeunes agriculteurs·trices à s'orienter dans la production de fruits, légumes et légumineuses

L'UE a développé un système d'aides (financières et pratiques) aux jeunes agriculteurs·trices, un levier extrêmement intéressant pour soutenir les jeunes dans le développement de projets respectueux de l'environnement, de la santé et des animaux. L'AVF appelle donc à **réformer le paiement additionnel pour jeunes agriculteurs·trices dans l'optique d'encourager plus fortement la jeune génération à s'orienter dans la production de fruits, légumes et légumineuses.**

#10

Abandonner tout soutien à l'élevage industriel

La logique productiviste de la PAC amène l'UE à subventionner certains des élevages européens les plus polluants et à valoriser des pratiques néfastes à la fois pour l'environnement, la santé et la condition animale. L'AVF souhaite donc que **la logique productiviste de la PAC accompagnée de ses mesures de soutien à l'élevage industriel soit aujourd'hui abandonnée, et que les fonds qui y étaient associés servent à faciliter la reconversion des éleveur.se.s volontaires vers des productions végétales.**

#11

Réformer la Politique Commune de la Pêche

La Politique Commune de la Pêche (PCP) est censée garantir la durabilité de la pêche et de l'aquaculture. Pour autant, elle constitue aujourd'hui à l'inverse une menace pour la préservation des espèces marines. **L'AVF souhaite qu'une nouvelle PCP soit formulée en collaboration étroite avec des spécialistes** (ONG de protection des océans et des espèces marines, spécialistes de l'environnement et de la biodiversité, acteurs de la santé...). **Elle devra s'inscrire dans une véritable logique de préservation des écosystèmes et de la biodiversité** (introduction de quotas de pêche plus sévères dans une logique de réduction progressive mais continue et chiffrée du volume de prises, contrôle de la stricte application de l'interdiction de la pêche au chalut, interdiction de la pêche électrique, mise en place d'une véritable politique de lutte contre les prises dites "accessoires", etc). Il s'agira par ailleurs de développer un **soutien à des activités économiques plus durables comme la production d'algues à destination de l'alimentation humaine.**

#12

Réformer le programme européen “Fruits et légumes à l’école” et “Lait et produits laitiers à l’école”

Le programme européen “Fruits et légumes à l’école” et “Lait et produits laitiers à l’école” promeut la consommation de produits laitiers auprès des jeunes Européen·ne·s alors même que la consommation de lait est globalement trop élevée dans les pays membres de l’UE, et qu’une partie non négligeable de la population européenne est intolérante ou allergique au lactose. Alors qu’il a été démontré qu’un régime végétalien équilibré est sain et adapté à tous les âges de la vie, il est étonnant de constater que les alternatives végétales aux produits laitiers (boissons et yaourts à base de coco, d’avoine, de soja, etc.) sont exclues de ce programme censé encourager l’adoption d’une alimentation saine, équilibrée, et prenant en compte l’impact environnemental des produits valorisés auprès des générations futures. L’AVF prie l’UE d’**introduire des alternatives végétales adaptées aux besoins nutritionnels des enfants dans la liste des produits habilités à être promus auprès des écoliers européens dans le cadre du programme européen “Fruits et légumes à l’école” et “lait et produits laitiers à l’école”**.

GOUVERNER LE CHANGEMENT PAR UNE APPROCHE HOLISTIQUE

#13

Établir un objectif européen de réduction de production et de consommation de produits d'origine animale dans un objectif climatique

Le modèle agricole actuel représente une menace majeure pour plusieurs des limites planétaires. Cependant, cette réalité n'est pas une fatalité : le secteur dispose d'un potentiel unique pour inverser cette tendance. Il est temps d'exploiter ce potentiel, ce qui ne pourra effectivement advenir qu'à la suite d'un engagement fort de la part de l'UE. Selon l'AVF, **adopter un objectif européen de réduction de la production et de la consommation de produits d'origine animale de 40% d'ici 2030 et de 80% d'ici 2050** s'impose aujourd'hui pour réussir notre transition vers une Europe plus "verte".

#14

Encourager à une réduction de la consommation de protéines animales, et à un accroissement de la consommation de céréales complètes, légumineuses, fruits et légumes

La stratégie de l'UE en termes de politique de santé est axée notamment sur la prévention, via la promotion de modes de vie plus sains. Par voie de conséquence, l'AVF estime logique que l'UE **promue et facilite, au travers de tous les instruments à sa disposition, l'adoption d'une alimentation plus végétale, davantage centrée sur la consommation de céréales complètes, de légumineuses, de fruits et de légumes** – ce que préconisent d'ailleurs les nouvelles recommandations alimentaires françaises pour les adultes.

FACILITER DES CHOIX DE CONSOMMATION DURABLES

#15

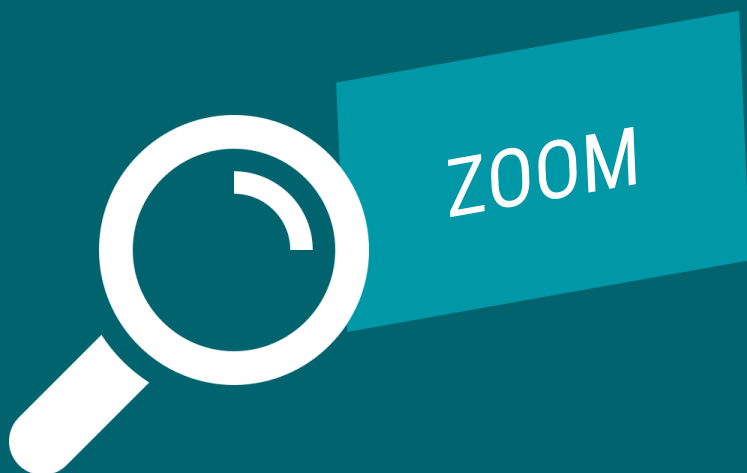
Faciliter la juste identification des produits végétariens et véganes en rayon

Il n'existe à ce jour aucune définition européenne légalement contraignante des termes "végétarien" et "végane" sur laquelle les professionnel·le·s de l'industrie agro-alimentaire puissent s'appuyer. Face à ce flou sémantique, il existe un risque de confusion aussi bien parmi les producteurs·trices et les distributeurs·trices que parmi les consommateurs·trices. L'AVF juge qu'il est désormais temps de réguler l'usage de ces termes en s'appuyant notamment sur l'expertise et les critères développés par les associations représentant l'intérêt et les attentes des consommateurs·rices concerné·e·s, et donc **d'élaborer des définitions légalement contraignantes permettant un usage clair et légitime des termes "végétarien" et "végane" sur les produits alimentaires.**

#16

Mettre en place un étiquetage environnemental sur les produits alimentaires

Les consommateurs·trices européen·ne·s ont rarement connaissance de l'impact écologique de leurs achats alimentaires quotidiens. Pour autant, l'accès à l'information est essentiel pour favoriser des comportements de consommation plus durables et plus responsables. **Proposer aux entreprises d'introduire sur leurs produits un étiquetage volontaire précisant leurs impacts vis-à-vis des émissions de gaz à effet de serre, de la déforestation, de la consommation d'eau et du bien-être animal** permettrait, selon l'AVF, de sensibiliser les consommatrices et consommateurs européens à l'impact de leurs achats alimentaires, et de les orienter en douceur vers une consommation plus responsable.



CHIFFRES-CLÉS SUR NOTRE MODÈLE AGRO-ALIMENTAIRE EUROPÉEN ACTUEL

ENVIRONNEMENT

L'élevage est responsable de...

14,5 %

des émissions
de GES

+ d' 1/3

de la pollution de l'eau
par les pesticides, l'azote et le
phosphore à l'échelle globale
(Steinfeld, Gerber, Wassenaar, Castel,
Rosales, de Haan, 2006 ; Gerber P.J.
et al., 2013)

+ de 60%

de la déforestation
en Amazonie
(Greenpeace, 2016)

78 %

de la perte de
biodiversité terrestre
due à l'agriculture à l'échelle européenne
(Leip et al., 2015)

l'utilisation de 80%
de l'espace agricole
en France (Solagro, 2016)

-
- Le revenu des éleveurs européens est financé à **90 % par des subventions** issues de la PAC, tandis que les productions de fruits et légumes ne bénéficient de pratiquement aucune aide publique européenne (Commission européenne, 2018).
 - **72% des terres agricoles européennes** sont destinées à la production d'aliments pour animaux (Leip et al., 2015; Lesschen et al., 2011).
 - D'un côté, **60% des céréales et 70% des oléagineux disponibles en Europe sont utilisés pour nourrir les animaux**. De l'autre, alors que l'UE est censée être dans une situation de souveraineté alimentaire, 68% de la consommation européenne de protéines végétales est importée (Poux X., Aubert P.-M., 2018).
 - **Le coût en eau virtuelle d'un menu européen « classique » est d'environ 12 000 litres**, contre 3500 litres pour celui d'un menu végétarien aux qualités nutritives équivalentes (UNESCO, 2003).
 - **En cas de régime végétarien (respectivement végétalien) généralisé à l'ensemble de la planète d'ici 2050, les émissions de gaz à effet de serre liées à l'alimentation diminueraient d'environ 60% (70%)**, en grande partie grâce à l'élimination de la viande rouge (Springmann M., 2016).

SANTÉ

- **Le risque de développer un diabète de type 2 est réduit de 34%** si le régime végétarien est riche en céréales complètes, fruits, légumes, noix, légumineuses et huiles végétales (Ambika S. et al., 2016).
- **L'élevage européen consomme davantage d'antibiotiques que le secteur médical**, contribuant à l'expansion de l'antibiorésistance, qui constitue, selon l'OMS, *"l'une des plus graves menaces pesant sur la santé mondiale, la sécurité alimentaire et le développement"* (OMS, 2018). Cette dernière est responsable de 33 000 morts par an au sein de l'UE. En 2050, cette antibiorésistance pourrait causer annuellement la mort de 10 millions de vies humaines au niveau mondial (Lesage, 2015).
- **La charcuterie et la viande rouge ont respectivement été classées comme cancérogène et cancérogène probable par l'Organisation Mondiale de la Santé** (OMS, 2015).
- **Le risque d'AVC augmente de 11% dès que notre consommation de viande rouge transformée dépasse 50 grammes par jour** (Chen G. C. et al., 2013).
- **30 à 50% des adultes français ont une intolérance au lactose** (Caisse nationale de l'Assurance maladie, 2018).

et pourtant :

Les régimes des Européens sont aujourd'hui beaucoup trop riches en produits animaux par rapport aux recommandations de l'OMS et de l'Autorité européenne de sécurité alimentaire (EFSA) (Poux X., Aubert P.-M., 2018).

Dans les cantines scolaires françaises, on sert au moins deux fois trop de viande et de produits laitiers aux enfants par rapport aux quantités recommandées par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) (Greenpeace France, 2017).

Pour ces raisons, aujourd'hui, la production et la consommation de produits animaux doit être fortement réduite. Ce constat est partagé par l'AVF et de nombreuses institutions de renom :

- Le World Resources Institute (2018) estime que **la consommation mondiale croissante de produits d'origine animale est à la fois non-nécessaire et malsaine.**
- Le scénario TYFA (pour une transition agroécologique à l'échelle européenne) (Poux X., Aubert P.-M., 2018) vise une réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole européen de 40% d'ici 2050 (par rapport à 2010) et une reconquête de la biodiversité, au travers notamment d'une **baisse de la production animale d'environ 40%** (en tonnage et en calories) et d'une **réorientation de nos régimes alimentaires** (moins de produits animaux, plus de fruits et de légumes).
- IPES FOOD (2019) juge que **la PAC porte des ambitions climatiques insuffisantes** et demeure à ce jour incapable de traiter les impacts de l'élevage.
- Plusieurs chercheurs reconnus à l'échelle internationale, parmi lesquels Johan Rockström (à la tête de l'équipe internationale de recherche ayant développé le concept de "limites planétaires"), estiment que **la réorientation de nos régimes alimentaires vers un modèle plus végétal représente l'un des leviers fondamentaux** pour rester dans le cadre des "limites planétaires" et donc éviter que nos écosystèmes ne soient trop déstabilisés (Springmann et al., 2018).
- Selon le scénario Afterres (Solagro, 2016), complément agricole du scénario Negawatt, il est possible de **réduire de 50% les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture française d'ici à 2050**, en réduisant de 50% la consommation de protéines animales en France, et **en créant 125 000 emplois en équivalent temps plein, par rapport au scénario tendanciel.**
- Le cabinet B&L Évolution (2018), qui examine les politiques nécessaires pour éviter un réchauffement climatique supérieur à 1,5°C, préconise **une réduction de la consommation de viande en France de 90kg/personne/an à 25kg d'ici à 2030, soit 72%.**
- Selon une étude publiée par une équipe de recherche internationale dans la revue *Nature* (Springmann, 2018), **une réduction de 90% de la consommation de viande est nécessaire dans les pays industrialisés pour permettre une soutenabilité écologique.**

Zoom réalisé avec le soutien des membres de la Commission Nutrition Santé et la Commission Ecologie de l'AVF.

Sources

Ambika S. et al., « Plant-Based Dietary Patterns and Incidence of Type 2 Diabetes in US Men and Women Results from Three Prospective Cohort », *PLoS Medicine*, vol. 13, n°6, juin 2016.

Ameli, "Intolérance au lactose : définition et symptômes", décembre 2018, <https://www.ameli.fr/assure/sante/themes/intolerance-lactose/definition-symptomes>

B&L Évolution, "Comment s'aligner sur une trajectoire compatible avec les 1,5°C ?", décembre 2018, <http://bl-evolution.com/portfolio/comment-saligner-sur-une-trajectoire-compatible-avec-les-15c/>

Caisse nationale de l'Assurance maladie, "Intolérance au lactose : définition et symptômes", décembre 2018, <https://www.ameli.fr/assure/sante/themes/intolerance-lactose/definition-symptomes>

Changing Markets Foundation, *Growing the Good, The Case for Low-Carbon Transition in the Food Sector*, Octobre 2018

Chen G. C. et al., « Red and processed meat consumption and risk of stroke: a meta-analysis of prospective cohort studies », *European journal of clinical nutrition*, vol. 67, n°1, p.91, 2013

European Commission, *REPORT FROM THE COMMISSION TO THE COUNCIL AND THE EUROPEAN PARLIAMENT on the development of plant proteins in the European Union*, Novembre 2018, https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/plants_and_plant_products/documents/report-plant-proteins-com2018-757-final_en.pdf

FAO, The state of world fisheries and aquaculture, 2016, <http://www.fao.org/3/a-i5555e.pdf>

Garnett T., Godde C., *Grazed and confused?*, Food Climate Research Network, 2017, <http://urlz.fr/63CE>

Gerber P.J., Steinfeld, H., Henderson, B., Mottet, A., Opio, C., Dijkman, J., Falcucci, A., Tempio, G., *Tackling climate change through livestock – A global assessment of emissions and mitigation opportunities*, Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), 2013

Greenpeace France, "Amazonie : un inestimable patrimoine écologique en danger", 2016, <https://www.greenpeace.fr/amazonie-un-inestimable-patrimoine-ecologique-en-danger/>

Greenpeace France, "Cantines scolaires : trop de viande dans les assiettes", 13 décembre 2017, <https://www.greenpeace.fr/cantines-scolaires-de-viande-assiettes/>

Greenpeace International, *Less is more. Reducing meat and dairy for a healthier life and planet. The Greenpeace vision of the meat and dairy system towards 2050*, March 2018, www.greenpeace.org/livestock_vision

IPES Food, *Towards a common food policy for the European Union - The policy reform and realignment that is required to build sustainable food systems in Europe*, 2019 http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/CFP_FullReport.pdf

Leip A. et al., "Impacts of European livestock production: nitrogen, sulphur, phosphorus and greenhouse gas emissions, land-use, water eutrophication and biodiversity", *Environmental Research Letters*, 2015, <http://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/10/11/115004/meta>

Sources (suite)

Lesage Madeleine, "Les antibiorésistances en élevage : vers des solutions intégrées", Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, Centre d'Etudes et de Prospective, n°82, septembre 2015

Lesschen, J.P. et al., "Greenhouse gas emission profiles of European livestock sectors", Anim. Feed Sci. Technol. 166–167, 16–28, 2011, <https://doi.org/10.1016/j.anifeedsci.2011.04.058>

OMS, "Cancérogénicité de la consommation de viande rouge et de viande transformée", octobre 2015, <https://www.who.int/features/qa/cancer-red-meat/fr/>

OMS, "Résistance aux antibiotiques", février 2018, <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/résistance-aux-antibiotiques>

Poore J., Nemecek T., "Reducing food's environmental impacts through producers and consumers", 2018, <http://science.sciencemag.org/content/360/6392/987>

Poux X., Aubert P.-M., "Une Europe agroécologique en 2050 : une agriculture multifonctionnelle pour une alimentation saine. Enseignements d'une modélisation du système alimentaire européen", Iddri-AScA, Study N°09/18, Paris, 78 p., 2018

Solagro, *Scénario Afterres2050*, 2016

Springmann M., Charles H., Godfray J., Rayner M., Scarborough P., "Analysis and valuation of the health and climate change cobenefits of dietary change", Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States, vol. 113 no. 15., 2016, www.pnas.org/content/113/15/4146.full

Springmann et al., "Options for keeping the food system within environmental limits", *Nature*, volume 562, pages 519–525, 2018, <https://www.nature.com/articles/s41586-018-0594-0#rightslink>

Steinfeld, Gerber, Wassenaar, Castel, Rosales, de Haan, *Livestock Long Shadow. Environmental issues and options*, FAO, 2006

UNESCO, "Virtual WaterTrade and geopolitics", 2003, https://waterfootprint.org/media/downloads/Virtual_WaterTrade_and_geopolitics.pdf

World Cancer Research Fund International, *The Associations between Food, Nutrition and Physical Activity and the Risk of Colorectal Cancer*, Septembre 2017

World Resources Institute, *Creating a sustainable food future. A Menu of solutions to feed nearly 10 billion people by 2050*, synthesis report, december 2018

WWF, *L'empreinte Eau de la France. Rapport 2012*, 2012, http://awsassets.wwffr.panda.org/downloads/empreinteeaubd_120314050305_phpapp02.pdf

L'Association végétarienne de France (AVF) est une association à but non lucratif engagée pour promouvoir et accompagner la transition de la société française vers un modèle alimentaire plus végétal. L'AVF aspire en effet à ce que l'alimentation de demain soit saine, durable, juste et accessible à tou.te.s. Pour cela, ses actions se déclinent selon trois axes : sensibiliser, accompagner et influencer.

Sensibiliser

L'AVF informe la société civile, les entreprises et les acteurs publics de la nécessité et des opportunités d'une transition vers un modèle alimentaire plus végétal.

Pour ce faire, elle développe des contenus informatifs en versions numérique et papier (guides et brochures, tableaux nutritionnels, recettes de cuisine, rapports, articles, lettres d'informations, revue trimestrielle), développe des actions ciblées sur la pédagogie et l'échange (conférences, stands, cafés politiques, démonstrations culinaires), mène des campagnes thématiques.

Accompagner

L'action de l'AVF vise à rendre toute transition alimentaire facile et joyeuse. Elle développe ainsi des outils d'accompagnement individuels ou collectifs, comme le Défi Veggie ou les ateliers culinaires collectifs. Elle travaille avec les entreprises pour que les produits végétariens et véganes soient clairement identifiables grâce à un label internationalement reconnu, le V-Label.

Influencer

L'AVF pousse quotidiennement les entreprises à diversifier et à enrichir leur offre pour que chaque citoyen.ne aie la liberté, à tout instant, de pouvoir consommer végétarien ou végétalien. Elle interpelle également les décideurs politiques et les institutions – notamment au travers de communiqués de presse et de sollicitations directes – pour créer un environnement plus propice au végétarisme et au végétalisme. C'est dans cette optique qu'elle échange régulièrement avec les acteurs locaux de la restauration scolaire.

Ainsi, dans une logique d'altruisme efficace, afin de mobiliser l'ensemble des acteurs susceptibles de stimuler un changement à l'échelle de la France, l'AVF s'adresse à la fois au grand public, aux acteurs de l'industrie agro-alimentaire, à la sphère politique, aux institutions et aux médias.